

Solidité économique et climat avantageux

GAZNAT. Le groupe suisse d'approvisionnement et de transport de combustible a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 12% représentant le deuxième meilleur résultat.

Gaznat a présenté ses résultats 2012, vendredi à Montreux, lors de sa 45^e Assemblée générale. L'exercice précédent s'avère être le deuxième meilleur résultat de l'histoire de Gaznat, tant au niveau des ventes que du résultat financier. Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 597 millions de francs, en hausse de 12% grâce à des ventes totales en augmentation de 8,3%. Malgré de nouveaux investissements, le ratio de fonds propres est de 30% pour un endettement net à 95 millions de francs. La solidité de l'économie nationale et une année en moyenne plus froide ont favorisé la consommation d'énergie, confirmant une augmentation de 9,6% par rapport à 2011. Au niveau mondial, la production de gaz na-

tural a progressé d'environ 2%, en 2012, grâce aux Etats-Unis en tant que principal producteur de gaz. La consommation en Europe, quant à elle, a baissé de 2,4%, en comparaison annuelle, en raison d'un net ralentissement économique et de la baisse de la production électrique.

L'année 2012 a également été marquée par la réalisation de trois ouvrages majeurs. Le premier est la mise en œuvre du projet de gazoduc entre Trélex et Colovrex (L'Agefi du 4 mars). Opérationnel en fin d'année, il sera interconnecté au réseau existant, afin de renforcer la sécurité d'approvisionnement de la Suisse occidentale en gaz naturel. Les deux autres projets sont la mise en service du nou-

veau centre de conduite et de surveillance à Aigle, ainsi que le nouveau poste de détente et de comptage de Sierre. L'entrée en vigueur de la convention de branche au 1^{er} octobre 2012 ouvrant partiellement le marché du gaz et la consultation de la nouvelle stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral n'est pas satisfaisante, selon Gaznat. La convention néglige le rôle que pourrait jouer le gaz naturel et le biogaz dans l'avenir énergétique suisse. Pour les perspectives de l'année 2013, Gaznat indique que «grâce à l'excellente santé financière de l'entreprise et au maintien d'un bon équilibre entre fonds propres et fonds étrangers, le financement des futurs investissements dans ses infrastruc-

ture de transport, stockage et négoce de gaz demeure assuré.»

Le groupe a également annoncé la nomination de Philippe Petitpierre, président de Holdigaz et vice-président de Swissgas, au rang de président de Gaznat et de Petrosvibri. Actionnaire majoritaire de cette dernière, le conseil d'administration de Gaznat s'est prononcé favorablement sur l'approbation de la deuxième phase de travaux exploratoires du Forage de Noville. A ce stade, il est en effet important de consolider les connaissances acquises afin d'évaluer précisément l'importance du gaz exploitable. Il est à relever que ces travaux ne donneront lieu à aucun forage supplémentaire. (TP)

Engagement et performance au centre des échanges de vues

La quatrième édition du Geneva Forum for Sustainable Investment (GFSI) renouvelle l'intérêt pour le secteur.

MARJORIE THÉRY



ROLAND DOMINICÉ. Le CEO rappelle que 70% de la croissance mondiale proviendra à l'avenir des marchés en croissance.

Le succès du (GFSI) ne se dément pas. Cette 4^e édition genevoise, organisée par Voxia et Conser, a vu affluer plus de 250 participants de tous bords, spécialistes de la finance durable bien sûr, mais aussi représentants de banques privées et universelles suisses, banques étrangères, gérants indépendants et investisseurs institutionnels. Plus de 20 intervenants se sont succédés lors de tables rondes et ateliers ce vendredi 7 juin. Pourtant cette année, aucun représentant d'outre Sarine n'avait fait le déplacement. Logique puisque 2013 signe aussi la première édition du pendant allemandique du forum, le Zurich Forum for Sustainable Investment le 13 juin prochain.

Angela De Wolff, fondatrice de Conser et co-fondatrice de Sustainable Finance Geneva, a ouvert la journée en rappelant quelques chiffres récents sur le secteur: «les signataires des principes pour l'investissement responsable édictés par l'ONU représentent aujourd'hui plus de 1000 institutions dans 35 pays pour plus de 30.000 milliards sous gestion. En Europe, plus de la moitié des caisses de pensions ont une politique d'investissement incluant des critères durables et un quart songe à en intégrer.» En Europe toujours, le marché des investissements responsables (ISR) atteint désormais environ 10.000 milliards d'euros, d'après la dernière étude d'Euro-sif.

Pour rappel, dans l'ISR le processus de sélection des investissements comprend une analyse financière classique, complétée par une analyse durable qui peut prendre diverses formes (critères d'exclusions, approche «best in class» etc.). L'objectif est double: en investissant dans des sociétés plus «durables», les investisseurs visent à favoriser des entreprises dont le modèle économique limite les externalités négatives (pollution, travail d'enfants etc). Ces externalités représentent des coûts et des risques que l'analyse financière ne prend pas en compte. En sélectionnant des entreprises plus transparentes, plus «durables» et moins risquées, l'in-

vestisseur cible celles avec une meilleure santé économique et financière et escompte une performance supérieure. La performance était d'ailleurs au centre des débats de la journée. «Avec notre politique de gestion durable nous avons enregistré 23 mois de rendement positifs en deux ans. Même si cela n'explique pas tout, nous avons constaté que sans cette stratégie nous aurions perdu en surperformance. Pour nous, la qualité des rendements et aussi importante que les rendements en eux mêmes», indique Grégoire Haenni, chef des investissements de la caisse de pensions du CERN.

Face à la grande diversité de stratégies, il est impossible d'affirmer que les placements durables surperforment le marché en moyenne. Pourtant, certaines stratégies s'avèrent bien plus payantes que d'autres. «Les critères d'exclusion n'apportent aucun alpha alors que les stratégies best in class créent de la valeur dans nos portefeuilles», indique Benoit Piette, Executive Director de la Banque Sarasin & Cie. Une vision partagée par Antti Savilaasko, directeur des investissements responsables de Nordea, une des principales banques scandinaves. Il parle même de «cheap way» pour les stratégies d'exclusions comme étant simpliste et n'apportant aucune surperformance. Même son de cloche de la part de Melchior de Mural, associé-gérant chez De Pury Pictet Turretini & Cie SA: «pourquoi se passer de Syngenta juste sous prétexte qu'elle est active dans la chimie? Plutôt que de les exclure de notre univers, il est de notre responsabilité de dialoguer avec ces entreprises pour améliorer

leurs pratiques, tout comme il est de notre responsabilité d'ajouter de la surperformance pour nos clients». De fait, il aurait été dommage de se passer du titre de Syngenta dont le cours de l'action est passé d'environ 70 francs il y a 10 ans à environ 370 francs aujourd'hui.

La chimie était d'ailleurs le thème développé dans la présentation de Dexia AM. Un secteur à priori polluant, autant au niveau de la production que des produits (plastiques, engrais etc). Mais les chimies plus «vertes» se développent de plus en plus et poussent l'industrie à innover. «Des technologies prometteuses de capture et séquestration du carbone permettaient de réduire de 80% des émissions de CO₂ dans l'industrie, et 20% des émissions globales. Le procédé reste encore onéreux mais est déjà testé par Total et Air Liquide en France par exemple», précise Patrick Haustant, analyste ISR senior chez Dexia AM.

La plupart des intervenants ont mis en avant la nécessaire proximité et le dialogue avec les entreprises, qui ne saurait remplacer le flux (même immense...) d'informations financières diffusées sur Bloomberg et consorts. «Dans une stratégie d'amélioration de risque/rendement durable, il faut nécessairement être engagé. Il faut regarder l'information que personne ne regarde. Les rapports financiers ne reflètent pas la valeur d'une entreprise, pas plus que les rapports ESG ne reflètent le profil durable de l'entreprise et son potentiel. Dialoguer avec l'entreprise est essentiel» ajoute encore Antti Savilaasko.

Etre sur le terrain et dialoguer avec les entreprises, Symbiotics ne fait que cela depuis 10 ans et n'a connu que des années de rendements positifs. Roland Dominicé, CEO de l'entreprise de microfinance rappelle que: «70% de la croissance mondiale proviendra désormais des marchés émergent. A l'échelle mondiale plus de

95% des entreprises sont des PME ou des micro-entreprises. Dans les marchés émergents, 80% de la population n'a pas suffisamment accès aux services financiers». L'évolution de ces micro-entreprises vers des PME suscite de grands besoins en financement, qui passent souvent par des microcredits. Symbiotics est spécialisée dans les investissements dans les entreprises de microfinance dans les pays émergents. Ainsi l'an dernier, les fonds en obligation de Symbiotics ont connu entre 4% et 9% de rendement, avec peu de volatilité. Fabio Sofia, directeur chez Symbiotics, ajoute: «nous suivons de près environ 200 institutions, qui sont souvent considérées comme les meilleures banques du pays. Banco Solidario est la meilleure banque en Equateur par exemple, tout comme BancoSol en Bolivie, toutes deux dans le haut des classements des agences de notation».

Symbiotics, qui a développé l'an dernier un fond en collaboration avec l'ONG Oxfam et à la demande de la Ville de Londres, s'étonne que les autorités suisses ne s'impliquent pas davantage dans le développement de cette industrie. Il rappelle que Genève est la capitale mondiale de la microfinance avec 30% de parts de marché (sur un total de plus de 10 milliards). La finance durable fait pourtant partie des trois priorités que s'est fixée l'ASB fin 2012. Si les initiatives privées se développent, le soutien public se fait encore attendre. Pourtant les exemples ne manquent pas: Luxembourg, Londres et l'Union Européenne ne cessent de développer des incitations réglementaires et fiscales pour favoriser cette industrie. Dans les couloirs du forum, beaucoup verraient d'un bon œil que la Suisse leur emboîte le pas, afin d'attirer les investissements et faire de la Suisse une référence en matière de finance durable. ■

IL EST IMPOSSIBLE D'AFFIRMER QUE LES PLACEMENTS DURABLES SURPERFORMENT LE MARCHÉ EN MOYENNE FACE À LA GRANDE DIVERSITÉ DE STRATÉGIES.

Le gouvernement ne sera pas élu par le peuple

CONSEIL FÉDÉRAL. Plus de trois quarts des Suisses ont dit non à l'initiative de l'UDC.

Le peuple n'élira pas le Conseil fédéral. Il a refusé très clairement dimanche de retirer cette compétence au Parlement. L'initiative populaire de l'UDC a été balayée par 76,3% des votants. Aucun canton ne l'a acceptée. Le «non» est particulièrement fort en Suisse romande.

L'initiative réclamait un modèle s'inspirant de l'élection du gouvernement bernois. Le scrutin aurait eu lieu selon le système majoritaire à deux tours. Une clause réservait deux des sept sièges de ministres aux citoyens domiciliés dans les régions francophones et italophones du pays.

Campagnes ruineuses faisant dépendre les candidats de lobbies, personnalisation outrancière aux dépens de la collégialité, conflit entre exécutif et législatif, Tessinois et Romands mis en concurrence: la longue liste d'arguments contre l'initiative a convaincu. Les tenants du statu quo ont eu aussi beau jeu de dénoncer dans la démarche de l'UDC une réaction à la non-réélection au gou-

vernement de son mentor Christoph Blocher. Résultat: environ 1,550 million de votants ont glissé un «non» dans l'urne. L'UDC n'a réussi qu'à attirer quelque 480.500 voix. Sa campagne a fait pâle figure. Le parti n'a en outre pas cherché activement le soutien de la gauche, historiquement favorable à un scrutin populaire. Les socialistes, avec les catholiques conservateurs la première fois, sont à l'origine des deux précédentes initiatives populaires rejetées en 1900 et 1942. Cette fois, l'élection du Conseil fédéral par le peuple n'a reçu que quelques appuis épars et timides à gauche comme ceux de Micheline Calmy-Rey et de Pierre-Yves Maillard. Le rejet du peuple est encore plus net: 76,3% contre 67,6% en 1942 et 65% en 1900. Comme il y a 71 ans, les cantons ont parlé d'une seule voix. En 1900, ils étaient neuf à dire oui, principalement dans le camp catholique conservateur (UR, SZ, OW, NW, GL, ZG, FR, TI, VS). Dimanche, l'initiative a réalisé son moins mauvais score au Tessin (67,8% de non), canton qui se plaint régulièrement de ne plus être représenté au gouvernement. Suivent Schwyz (69,6% de non) et Schaffhouse (70,9%). – (ats)

ASILE: le peuple plébiscite les mesures urgentes

Rien ne changera en matière de droit d'asile. Infligeant une défaite d'une ampleur inégalée aux référendaires, le peuple a entériné dimanche a posteriori par 78,5% une révision urgente de la loi en vigueur depuis fin septembre. Tous les cantons ont soutenu le texte. Un peu plus de 1,570 million de personnes ont glissé un «oui» dans l'urne. Le camp du «non» a réuni à peine plus de 430.000 personnes. Les plus convaincus ont été les citoyens d'Appenzell Rhodes-Intérieures avec 86,8% d'adhésion, les plus réticents les Genevois avec 61,3% de voix. Il n'y a pas eu de «Röstigraben» sur le verdict, mais les Romands se sont montrés un peu moins enthousiastes. Comme à Genève, moins de 7 personnes sur dix ont dit «oui» dans le Jura (66,2%). Cette barre est franchie dans les cantons de Neuchâtel (70,1%), Vaud (70,7%) et plus nettement Fribourg (75,2%). La vague a été plus forte dans les cantons bilingues du Valais (76,8%) et de Berne (80,5%). – (ats)

SAINT-GALL: les caisses de pension des fonctionnaires et des enseignants fusionneront

La caisse de pension des fonctionnaires et celle des enseignants du canton de St-Gall seront assainies, fusionneront et deviendront indépendantes de l'Etat. Les citoyens st-gallois ont plébiscité dimanche une loi en ce sens. Cette dernière prévoit une contribution de 225 millions de francs du canton et de 75 millions de la part des assurés eux-mêmes. Sans cette aide, un trou de 300 millions de francs l'empêcherait de faire face à toutes ses obligations. Les votants ont adopté le texte à 70,4%. Le taux de participation s'est élevé à 33,4%. Dès 2014, les deux établissements ne feront plus qu'un. Leur renflouement permettra à la future caisse unifiée de couvrir 100% de ses engagements. La nouvelle caisse de pensions assurera environ 30.000 employés de l'Etat et enseignants. Elle disposera de 6,2 milliards de francs de fonds propres. Les deux caisses actuelles versent des rentes à 7300 personnes. – (ats)